

Ségolène Royal expose les contradictions de Macron sur l'Algérie

Par **David S.**

Lundi, dans les couloirs d'un hôpital de l'Ariège, Emmanuel Macron voulait apparaître comme le président pragmatique, celui qui regarde la réalité du terrain en face. Devant des médecins épuisés par le manque d'effectifs, il s'agace du sort réservé aux praticiens diplômés hors Union européenne, ces fameux « Padhue » sans lesquels une partie des hôpitaux français tournerait au ralenti.

Le chef de l'État dénonce alors « la folie du système français ». Il critique aussi ceux qui veulent faire de l'Algérie un sujet de campagne électorale. Le message est limpide : pendant que certains fantasment une confrontation permanente avec Alger, la France réelle, elle, dépend quotidiennement des compétences algériennes pour faire fonctionner ses services publics. Mais à peine la séquence médiatique lancée, une voix vient dérégler la mécanique présidentielle. Cette voix, c'est celle de Ségolène Royal.

Sur le réseau X, l'ancienne candidate à la présidentielle publie un message bref mais dévastateur politiquement. Elle accuse Emmanuel Macron de dénoncer aujourd'hui un durcissement qu'il a lui-même organisé.

« Macron s'en prend aux “mabouls” qui veulent durcir les relations avec l'Algérie (...) Mais c'est lui qui a durci », écrit-elle.

Et c'est précisément là que le récit officiel commence à vaciller. Car derrière les déclarations présidentielles sur les médecins étrangers se cache une réalité beaucoup plus politique : depuis des mois, l'exécutif français parti-

Ségolène Royal : Ce livre sur ce que j'appelle « l'ordre générationnel juste » afin de réparer la « dette générationnelle ». L'avenir des jeunes et des enfants doit être le seul critère du bien-fondé des décisions politiques.

cipe lui-même à la montée des tensions avec Alger. Restrictions de visas, bras de fer diplomatique, déclarations sécuritaires, multiplication des signaux de fermeture... tout cela n'a pas été produit par l'opposition mais bien par le pouvoir en place.

Ségolène Royal rappelle notamment l'existence d'une lettre adressée en mai 2025 à François Bayrou et Bruno Retailleau, dans laquelle étaient évoquées des mesures de suspension concernant les facilités accordées aux détenteurs de passeports diplomatiques algériens. Autrement dit : pendant que le président déplore publiquement les effets du climat anti-algérien, son propre appareil politique contribuait à le renforcer.

Cette contradiction devient aujourd'hui difficile à masquer. Dans les hôpitaux français, notamment dans les territoires ruraux ou délaissés, les médecins algériens ne sont plus une variable secondaire du système de santé : ils en sont devenus l'un des piliers silencieux. Beaucoup assurent des gardes que les praticiens français refusent. D'autres maintiennent ouverts des services entiers menacés de fermeture.

Le paradoxe français apparaît alors dans toute sa brutalité : une partie de la classe politique trans-



forme l'Algérie en cible électorale pendant que les structures publiques françaises continuent de dépendre, concrètement, du travail des Algériens.

C'est précisément ce double discours que Ségolène Royal semble avoir voulu dénoncer.

À travers sa sortie, l'ancienne ministre ne défend pas seulement une relation apaisée avec Alger. Elle accuse surtout Emmanuel Macron d'entretenir une ambiguïté politique devenue centrale dans la stratégie du pouvoir : parler d'apaisement quand les actes produits par l'État racontent autre chose. Et dans cette bataille de récits qui précède déjà la présidentielle française, le dossier algérien pourrait devenir bien plus qu'un sujet diplomatique : un révélateur des fractures idéologiques françaises elles-mêmes.